

Éditions de l'Avenir : 25 % des effectifs sont menacés

AVANT DE LIRE Pour nos lecteurs

Annonce, hier, d'un vaste plan de restructuration aux Éditions

de l'Avenir. Aujourd'hui, nous avons voulu informer au mieux nos lecteurs, nos abonnés, les défenseurs du pluralisme de la presse.

PAGES 2-3 : le plan, le choix de l'imprimerie et du format.

PAGE 4 : les explications de Jos

Donvil, le boss du groupe Telco. **PAGE 5** : la réaction de la Société des rédacteurs de l'Avenir.

PAGE 6 : l'inquiétude des représentants du personnel.

PAGE 8 : les rétroactes, ou comment le temps a filé depuis que Nethys est devenu

actionnaire.

Page 10 : l'éclairage de Martine Simonis, secrétaire générale de l'Association des journalistes professionnels.

PAGE 11 : le recul, avec un spécialiste de l'ULB.

LE PLAN

Les Éditions de l'Avenir vont licencier 25 % du personnel, lors d'un plan de licenciement collectif, qui vise les services commerciaux et la rédaction.

• La RÉDACTION

«**C**est un projet de transformation » ont expliqué mardi les directeurs des Éditions de l'Avenir (EDA) au personnel. Mais le plan qui vise une augmentation du lectorat de 500 000 à 700 000 lecteurs comporte une grande partie de restructuration. Une procédure de licenciement collectif (plan Renault), a été annoncée hier matin aux EDA.

Ce plan vise une réduction de 60 équivalents temps plein sur un volume total de 249,39 ETP, soit 64 travailleurs sur 294,6 employés. Les EDA visent une procédure rapide : « S'il devait être décidé de procéder à un licenciement collectif, les premiers licenciements interviendraient idéalement en décembre 2018. »

Deux services sont dans la ligne

de mire : la rédaction et le commercial. Au niveau de la **rédaction**, la direction veut diminuer le nombre de journalistes en réorganisant les équipes. Certaines tâches réalisées dans les bureaux locaux (mise en page, enrichissement graphique et relecture) seront centralisées à Bouge.

La direction annonce aussi des mouvements en interne, d'un bureau vers l'autre, et des choix éditoriaux plus étroits « On va se focaliser sur des sujets porteurs comme la santé, la conso, la mobilité » a commenté le directeur des rédactions. Il met également l'accent sur le digital : supports partagés, engagements de personnes au profil « plus digital ». Ce profil digital est une constante : dans le service

commercial nouvelle mouture aussi, c'est désormais le nouveau standard.

Quand elle parle du département commercial, la direction englobe plusieurs métiers différents. En premier, ce qu'elle appelle **prémédia** ou prépresse : le service qui s'occupe de la conception, la réalisation et la mise en place des annonces, publicités, nécrologies. Pour abattre le même travail avec moins d'effectif, la direction veut automatiser les procédés de fabrication, et mutualiser les compétences entre les Éditions de l'Avenir (les quotidiens *L'Avenir* et le *Journal des Enfants*), l'Avenir Advertising (*Proximag*) et l'Avenir Hebdo (*Téléoustique* et *Télépocket*).

L'autre pan du département commercial touche les **services commerciaux**, les services de contacts pour les lecteurs et libraires.

Le service clientèle, avec lequel les lecteurs ont un contact pour leurs abonnements par exemple, sera désormais « outsourcé », et ne dépendra plus des EDA. Les contacts avec les libraires (gestion du nombre de journaux, etc.) seront sous-traités également : c'est

AMP bpost qui se chargera de cette tâche, comme c'est déjà le cas pour les titres de l'Avenir Hebdo. Le nouveau département commercial sera réorganisé, et se concentrera sur les produits et la clientèle locale, régionale et classifiée.

Des économies de moyens humains et financiers sont prévues par l'optimisation des coûts, la création de synergies au sein du groupe Telco et Medias (Voo, Be TV, etc.)... ou avec des partenaires extérieurs, « Pas au niveau du contenu », précise le managing director Yves Berlize. Actuellement, les Éditions de l'Avenir collaborent déjà avec Rossel advertising (le département pub du *Soir* et *Sud-presse*), et la direction concède regarder vers la France pour réduire certains coûts.

Le plan est lancé. La direction doit poursuivre la phase d'information vendredi matin, par un nouveau conseil d'entreprise. La procédure Renault nécessite habituellement plusieurs mois pour boucler les phases d'information et de négociation. Ici, l'objectif avoué est de commencer à licencier en décembre. ■

Une démarche en front commun

Hier après-midi, au cours de l'assemblée du personnel, la décision a été prise d'amputer toutes nos pages de 25 % des articles à publier aujourd'hui, jeudi

et vendredi.

25 %, soit le pourcentage correspondant aux 25 % du personnel dont la direction veut se séparer.

Cette décision a été prise en front commun – syndicats, Société des rédacteurs et Association des

journalistes professionnels – et à une très large majorité. Solidarité et mobilisation interdépartements sont totales.

L'assemblée a également décidé d'ouvrir une boîte aux lettres à destination de tout lecteur, tout abonné qui souhaiterait

partager son point de vue sur le futur des Éditions de l'Avenir. Mais aussi tout citoyen, toute personne qui voudrait soutenir le pluralisme de la presse.

La voici :

lavenir25etvous@gmail.com

La procédure Renault lancée

Ce mardi, la procédure Renault a été officiellement lancée en conseil d'entreprise des Éditions de L'Avenir.

Lorsqu'une entreprise d'au moins cent personnes annonce son intention d'un licenciement collectif – l'entreprise veut licencier au moins 10 % de ses effectifs –, elle doit appliquer ce qu'on appelle la procédure Renault. Cette procédure organise, depuis 1997, le dialogue entre la direction et les syndicats. La procédure comprend

deux phases : la phase d'information et de consultation, ainsi que la phase de négociation.

Lors de la phase d'information, la direction de l'entreprise est obligée d'expliquer les raisons du licenciement collectif et de répondre à toutes les questions des syndicats. La loi ne prévoit pas de limite dans le temps pour cette phase.

Des alternatives

C'est à ce moment-là également que les représentants

des travailleurs proposent des alternatives. Il y a, dans la loi, obligation de se parler, mais pas obligation de résultat.

Au terme de la consultation – ce sont les syndicats qui donnent le feu vert –, si l'entreprise maintient sa volonté de restructurer, les modalités du plan social sont alors négociées : licenciements, départs volontaires, départs en prépension, etc.

Si on sait quand la procédure Renault démarre, on ne sait en revanche pas quand elle se termine. ■

Format berlinois : un choix controversé et tardif

La direction a annoncé le choix d'un grand format pour le journal. Il ne convainc guère. Pour la mise en œuvre, c'est encore plus difficile.

● La RÉDACTION

Le journal que vous tenez en main changera bientôt de format. Il en a été décidé ainsi par l'actionnaire du journal. Le format choisi s'appelle le berlinois, celui du journal *Le Soir* ou de *Sudpresse*. Concrètement, il sera 10,5 cm plus haut, 5 cm plus large, soit 33 % plus grand.

Ce format n'a ni les faveurs des lecteurs, qui se sont exprimés dans une enquête, ni du personnel.

L'imprimerie déménage

Comment en est-on arrivé là ?

Actuellement, ce journal est imprimé à Grand-Bigard. Cette imprimerie va déménager dans le Limbourg.

Trop loin géographiquement pour une bonne distribution du journal. *L'Avenir* devait donc trouver un nouvel imprimeur. Rapidement, deux sociétés ont émergé. Europrinter basée à Charleroi, et celle de Rossel (*Le Soir* et *Sudpresse*) basée à Nivelles.

Europrinter proposait un format très proche de l'actuel. Celui qui avait les faveurs des lecteurs et du personnel. Mais cet imprimeur n'a pas été retenu. La balance des arguments était en équilibre. La rotative de Rossel a été choisie.

Là, on peut y imprimer deux formats, soit le berlinois (le grand) soit le demi-berlinois (la moitié comme son nom l'indique). Ce dernier est donc un peu plus petit que celui que vous tenez en main.

Ce petit format était donc le deuxième choix des lecteurs et du personnel.

Il n'a pas été retenu non plus. Pourtant, renseignements pris, au niveau technique chez Rossel, rien ne s'y opposait. Même si les ver-

sions, maintenant, divergent. La direction devrait fournir des explications vendredi.

Choix trop tardif

En attendant, ce choix du grand format berlinois met le personnel en situation périlleuse. Car les choses ont traîné. Beaucoup trop.

Il avait été annoncé que pour mener à bien ce changement, il fallait idéalement un an et demi. Soit une décision pour juillet 2017. Puisque le changement est prévu en décembre 2018.

Mais les tergiversations et les revirements de l'actionnaire ont été nombreux depuis un an et demi. Il rétorquera qu'on (le politique ?) lui a mis des bâtons dans les roues (lire page suivante). Ce qui explique ce retard.

En attendant, il reste moins de deux mois pour effectuer tout le travail de basculement : au niveau informatique, des services commerciaux, graphique, etc.

Des délais quasi intenable pour un choix controversé. ■

JOS DONVIL, PATRON DU GROUPE TELCO DE NETHYS**« L'Avenir, c'est comme Rolls-Royce à un certain moment qui perdait de l'argent »****LES RÉACTIONS**

Pour Jos Donvil, qui pilote la restructuration, le plan a avant tout pour but d'assurer un avenir au groupe.

● LA RÉDACTION

Jos Donvil, vous dirigez les Éditions de l'Avenir (EDA). Vous voulez réduire de 25 % le nombre d'équivalents temps plein. Comment faire mieux avec 25 % en moins ?

Ma priorité est de créer un avenir pour les EDA. Pour y arriver, il fallait intervenir sur deux niveaux : les moyens et ce qu'on peut changer. C'est la base de la discussion qu'on va avoir.

25 %, c'est énorme...

C'est une intention. La négociation n'a pas encore commencé.

Le cœur des EDA, c'est un contenu local de qualité. Comment faire mieux avec moins ?

Ça ne se fera pas d'un claquement de doigt. Dans un ménage, quand on dépense plus que ce qui rentre, il faut réagir. On va devoir se réinventer. Et aussi investir.

Il est aussi question d'externaliser des services commerciaux. on va perdre en proximité.

On doit garder notre ancrage local. Notre produit est aimé par ses lecteurs ; un taux de réabonnement et de satisfaction pareil est unique. Mais on en revient à la même équation : il faut aussi garantir un futur.

On évoque aussi des mouvements au sein des services ? Qu'en est-il ?

Des éléments vont changer. Si **« Dans un ménage, quand on dépense**

plus que ce qui rentre, il faut réagir »

je dis le contraire, je mens.

Assurer sa survie, tout en gagnant des parts de marché : ce n'est pas paradoxal, comme ambition ?

Prenons l'exemple de bpost, dont je suis administrateur. C'est une société qui fait du profit mais qui a aussi connu des pertes énormes. Ils ont, alors, commencé à se réorganiser. On a tardé à le faire ici. Si on ne change pas ça, le journal va mourir avec ses lecteurs.

Nethys a racheté les EDA, alors dans le vert, il y a quatre ans : pourquoi avoir attendu autant pour réagir ?

Je suis d'accord sur le fait qu'on aurait pu faire ça beaucoup plus tôt. Je connais bien le patron du Persgroep, Christian van Thillo, qui m'a dit un jour :

« Je suis dans un business sous pression, mais si je suis capable de mutualiser mes coûts, de les faire diminuer plus vite que mon chiffre d'affaires, c'est un business profitable. » Ici, on a fait le contraire : on a diminué nos profits, et nos coûts ont augmenté.

Notre ancien CEO, Quentin Gemoets, a bataillé avant son « départ »

pour entrer en contact avec le CA ou la direction de Nethys. En vain...

C'est possible. Mais c'est trop facile de dire que la faute ne vient que de l'actionnaire. Il ne faut pas oublier que c'est la société, au sein de Nethys, qui était la plus indépendante. La maîtrise était ici. Et les gens n'ont rien proposé. Qui est responsable, je ne sais pas.

Comment avancer quand les budgets ne sont pas validés ?

Je viens de déjà faire des budgets sur les cinq ans à venir. On a commencé par dire : *« On va arrêter le déclin, stabiliser la société puis essayer de retrouver une croissance. »* Et le groupe est sur le point de consentir à un investissement important au niveau digital avec l'achat d'une plateforme informatique qui changera notre façon de travailler. Il est prêt à le faire.

Les EDA perdront 2 millions en 2018.

Par le passé, Nethys a essuyé plus de 350 millions de pertes de Voo : cela pèse-t-il si lourd à l'échelle du groupe pour nécessiter un tel plan ?

Vous avez raison pour Voo. Mais c'est une société qui a pris énormément de valeur et génère du cash. Si nous devions la vendre, cela nous rapporterait dans le 1,2 milliard.

Mais elle a nécessité qu'on la supporte pendant des années...

Oui, mais ici, il n'y a pas, pour l'instant, de signaux qui montrent que ça va aller mieux.

Si ce n'est d'excellents taux de réabonnement ou de satisfaction...

Je suis tout à fait d'accord. C'est pour ça que je dis que je suis enthousiaste d'être ici. On a quelque chose d'unique. Mais dans le même temps, être unique et perdre de l'argent... C'est comme Rolls Royce qui perdait de l'argent. Il faut agir pour améliorer la situation.

On évoque aussi un deal avec Rossel pour Proximag. Qu'en est-il ?

Je n'ai pas de deal avec Rossel à ce sujet mais uniquement pour l'imprimerie. Ça s'arrête là.

Et le deal pour la pub, il ne paie pas. Il faut nuancer. J'ai arrêté la collaboration avec Rossel pour la pub régionale le lendemain de mon arrivée. On ne peut pas donner notre ADN à notre concurrent. Concernant la pub nationale, il faut être honnête : on est responsables. Il ne faut pas dire que, parce qu'il s'agit de Rossel, c'est de leur faute.

Le journal sera imprimé chez eux, c'était pressenti. Le choix du format berlinois est une vraie surprise !

Nous avons choisi Rossel sur base de critères objectifs. L'essentiel : c'était le meilleur choix pour nous. Au niveau du format, je ne peux donner plus de précisions pour l'instant. On est en train de gonfler un débat. Le format du journal n'est en fait important que pour un faible pourcentage des gens.

La tendance est la réduction du format des journaux, pourtant.

Je ne dis pas que c'est faux. Mais je répète que c'est le standard du marché.

Reste le délai : deux mois pour modifier un journal, c'est peu...

C'est la plus grande déception de ma carrière. Le monde extérieur a commencé à s'impliquer dans cette décision, qui devait être prise au sein d'une société indépendante. C'est la raison clé pour laquelle nous n'avons pas pu communiquer plus tôt.

Le monde politique ?

Je ne dis pas cela, je parle juste d'intervenants extérieurs. Si un jour nous ne pouvons pas sortir de journal, ils ne seront pas là pour répondre aux questions. C'est moi qui en assumerai les conséquences. C'est une chose qui me fait énormément mal.

Cela a duré un an, quand même...

Non. C'est à partir du moment où nous avons fait notre devoir que cela a été retardé. Nous allons vivre un cauchemar pour y arriver. L'important : faire un journal de qualité qui est mis en péril par des circonstances extérieures. ■

SOCIÉTÉ DES RÉDACTEURS

« Consternés par la violence »

LES RÉACTIONS

Le président de la SDR des Éditions de L'Avenir parle de l'incompréhension de la rédaction.

● **La RÉDACTION**

Emmanuel Wilputte, président de la société des rédacteurs de L'Avenir exprime « la consternation » des journalistes.

« Nous sommes surpris face à l'extrême violence de la décision. 25 % du personnel ! En outre l'explication est assez surprenante. Certes il y a deux exercices dans le rouge. Mais avant, nous étions

dans le vert. La baisse du lectorat n'explique pas tout. Il y a une ambiance qui a créé cette catastrophe. Il faudra en déterminer les responsabilités. Elles sont multiples. »

Un journal de qualité encore amélioré avec un quart de personnel en moins, Manu Wilputte n'y croit pas.

« Il faudra qu'on nous explique comment on fait. On veut réduire les coûts de manière drastique, tout en ayant des projets ambitieux sur Liège, dans le digital, etc. Est-ce humainement possible ? »

Quant aux réactions des journalistes eux-mêmes... « Elles sont adultes et pragmati-

ques. Il n'y a pas eu de débordement d'émotion. De la colère bien compréhensible, mais aussi énormément d'incompréhension. Comment en est-on arrivé là ? Depuis deux ans, il y a eu plein de rebondissements. Il faudra franchement analyser ce qui s'est passé. »

Un journal amputé de 25 % de son contenu en signe de protestation, c'est la première action du personnel de L'Avenir. Et après ?

« Cette première réaction est adulte et respectueuse des lecteurs. On leur explique, en faisant notre travail de journaliste et avec une indépendance totale, comme ce fut le cas notamment pendant

la commission Publifin et une rigueur qui est reconnue par nos lecteurs. Les audiences prouvent le respect que le lectorat a pour nos médias. Par contre, nous ne recevons pas le respect de nos actionnaires. » ■

REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL

« Tout le personnel vit dans l'inquiétude »

LES RÉACTIONS

Les syndicats, estomaqués par l'ampleur du plan annoncé, attendent des précisions et fustigent la communication de la direction.

● **La RÉDACTION**

De mémoire de délégué syndical, on n'avait jamais vu un tel plan de restructuration aux Éditions de L'Avenir.

De par son ampleur tout d'abord : 60 équivalents temps plein sur base de 250 ETP, soit 25 % du personnel. « Un premier plan nous a été présenté au début de l'année 2018, il prévoyait le départ de 10 % du personnel, se souvient Philippe Gerday, délégué syndical Setca. Se débarras-

ser de 25 % du personnel, c'est énorme. Si c'est pour générer plus de moyens financiers pour développer l'entreprise, on pourrait s'en réjouir. Mais comment faire plus et mieux avec autant de personnel en moins ? »

La méthode interpelle également les représentants du personnel. « La direction nous a annoncé hier matin lors d'un conseil d'entreprise extraordinaire qu'elle allait dégager 60 équivalents temps plein sans donner aucune précision sur les services concer-

nés, l'âge de la préretraite, etc., dénonce Dominique Collin, déléguée CNE. Il faudra attendre vendredi et le prochain conseil d'entreprise pour en savoir davantage. D'ici là, tous les membres du personnel vont vivre dans l'inquiétude ! »

La direction a aligné des arguments chiffrés, se basant sur les réductions de personnel réalisées dans les autres groupes de presse francophones : de moins 22 % à moins 34 % entre 2007

et 2017 alors que les Éditions de L'Avenir ont, elles, dopé leurs effectifs de 6 % au cours de cette période. « *Nous sortions d'un plan de restructuration, il était donc normal qu'il y ait des engagements puisque nous avions une longueur d'avance par rapport à nos concurrents* », argumente Philippe Gerday.

Ingérence du politique

Le montant des économies que Nethys souhaite réaliser n'est pas encore connu. La procédure Renault a été officiellement lancée hier, donnant le coup d'envoi à une longue phase de négociations.

Les représentants du personnel espèrent que l'administrateur délégué, Jos Donvil, aura

les mains libres et redoutent l'ingérence du politique qui serait intervenu dans le choix de l'imprimerie. « *Il y a quelques semaines, Jos Donvil a réuni un conseil d'entreprise pour annoncer qu'une décision avait été prise concernant le nouveau centre d'impression des journaux. Le matin même, il a été contraint de faire marche arrière. L'info ne pouvait pas sortir sous la pression des actionnaires de Nethys.* »

Le choix du prochain format du journal, le demi-berlinois, plébiscité par les lecteurs au terme d'une enquête commanditée par Jos Donvil, ne sera finalement pas retenu au pré-

texte que le centre d'impression de Nivelles (groupe Rossel), n'est techni-

quement pas en mesure de l'assurer.

Concernant un éventuel rachat des Éditions de L'Avenir par le groupe Rossel, il n'est pas à l'ordre du jour, selon Jos Donvil. « *On doit reconnaître que si l'actionnaire avait eu envie de nous vendre, il l'aurait fait maintenant et ne se serait pas engagé dans un plan de cette ampleur* », estime Philippe Gerday. Mais Dominique Collin d'ajouter : « *On peut tout craindre à partir du moment où Stéphane Moreau et Pol Heyse sont aux commandes. Je me pose la question de savoir comment des patrons qui ont pu monter une entreprise comme Nethys gèrent d'une manière aussi improbable les entreprises de presse qu'ils ont rachetées.* » ■

Un préavis de grève sera déposé

Et la suite ?

Un deuxième conseil d'entreprise est prévu ce vendredi matin. Les syndicats espèrent y obtenir davantage de précisions sur ce que la direction projette comme réorganisation, quels seront les services impactés, sur le choix du centre d'impression Rossel et du

format berlinois.

Une assemblée du personnel sera convoquée à 15 h, à la suite de laquelle des actions supplémentaires pourraient être envisagées.

Ce mercredi matin, un préavis de grève – voté à une très large majorité par le personnel – sera par ailleurs déposé par les

syndicats.

Direction et représentants des travailleurs se réuniront désormais tous les mardis et les vendredis, dans le cadre de la procédure Renault.

« *On sent, dans le chef de la direction, une volonté d'aller vite* », note Philippe Gerday, délégué syndical Setca. ■

BILAN

Rattraper quatre ans de temps perdu ?

RÉTROACTES

Il y a quatre ans, Nethys achetait les Éditions de L'Avenir. Depuis quatre ans, qu'est-ce qui a été entrepris pour développer les activités ?

• La RÉDACTION

« **N**ous devons effectuer un rattrapage technologique » : ce sont les paroles du Managing director, Yves Berlize (arrivé en septembre 2018 dans l'entreprise). C'était hier lors de l'assemblée du personnel où la direction a annoncé « son plan de transformation ». Rattraper le temps perdu, c'est bien ça le problème.

Depuis le rachat des Éditions de L'Avenir par Nethys, en 2014, l'actionnaire ne s'est pas investi dans la société.

Pour rappel, les Éditions ont été en boni pendant sept années consécutives, jusqu'en 2016. Depuis, les chiffres n'ont cessé de se dégrader.

Qu'a fait l'actionnaire ? Il a transféré l'ancien CEO, Quentin Gemoets (mai 2016), dans une de ses filiales pour nommer à sa place, un administrateur délégué qui a été remercié moins de deux ans

plus tard sur un constat d'échec.

« Socialement difficilement acceptable »

Dans un communiqué de Nethys, de fin 2017, on pouvait lire à propos du « plan de relance » de cet administrateur délégué : « Cette restructuration et ses évolutions, jugées peu prospectives, peu pérennes et socialement difficilement acceptables, ont été rejetées à deux reprises par le comité de direction de Nethys. »

À l'époque, une restructuration était donc « socialement difficilement acceptable ».

« Inertie de l'actionnaire »

C'est à cette époque aussi, que le comité de direction des Éditions de l'Avenir se fendait d'une lettre ouverte aux administrateurs de Nethys et Publifin, entre autres, pour dénoncer « l'absence de déci-

sions et l'inertie de l'actionnaire » ou « les faits sont là, à la décision s'est substituée la démission, à la dynamique s'est imposée l'inertie ». Des mots durs qui n'avaient pas du tout été appréciés.

Depuis quatre ans, autre décision qui a été prise par l'actionnaire : se séparer du rédacteur en chef, Thierry Dupiéreux, après un pourrissement de la situation. Celui-ci a été finalement remplacé par un « directeur des rédactions ». Histoire de contourner la procédure de nomination d'un rédacteur en chef qui prévoit la consultation de la société des rédacteurs ?

Une chose est sûre, ce « directeur des rédaction » ne fait pas l'unanimité au sein des journalistes.

Alors que s'est-il passé en quatre ans ? Des synergies au niveau régionales publicitaires guère convain-

cantes. Ensuite ? Depuis quatre ans, il est annoncé de façon récurrente une plus grande intégration dans le groupe Telco du groupe Nethys où l'on retrouve VOO. Et ce pour rentabiliser l'information locale et régionale. Mais depuis quatre ans, on attend toujours. Hier, une nouvelle annonce a été faite en ce sens.

Hier, un plan de restructuration a aussi été annoncé. Le résultat de « l'inertie de l'actionnaire » ? Une inertie que l'actionnaire explique par l'interventionnisme du politique dans ses activités.

Et même si Jos Donvil, le CEO du pôle Telco, a bien répété que le journal n'était pas à vendre pour l'instant, on ne peut que rappeler que Nethys est de plus en plus pressé pour céder ses « activités concurrentielles », soit les sociétés qui ne rentrent pas dans son core-business, comme VOO ou son pôle média, dont *L'Avenir*. ■

LES RÉACTIONS POLITIQUES

Jean-Claude Marcourt se dit « préoccupé »

● La rédaction

Le ministre en charge des Médias en Fédération Wallonie-Bruxelles, Jean-Claude Marcourt (PS), a exprimé mardi sa « préoccupation » sur la situation auprès des Éditions de l'Avenir. « Ma première préoccupation va évidemment vers celles et ceux qui risquent de perdre leur emploi. Cette préoccupation s'accompagne d'une autre, l'importance primordiale pour

notre Communauté d'avoir une presse pluraliste et de qualité », a-t-il commenté sur Twitter

Interrogé plus avant dans les couloirs du Parlement de la Fédération par Belga, M. Marcourt s'est dit « très triste » de l'incertitude qui pèse sur les travailleurs, tout en rappelant les initiatives qu'il avait entreprises lorsqu'il était encore ministre

wallon de l'Économie pour tenter d'aider la presse écrite dans son ensemble.

Quant aux difficultés actuelles des Éditions de l'Avenir, M. Marcourt estime aussi que le tumulte autour de Nethys, actionnaire du groupe de presse wallon, n'a certainement pas facilité les choses : « Depuis vingt mois, on a eu droit à du "Nethys bashing" et cela n'a certainement pas aidé la gestion du groupe. » ■

◆ ÉCOLO

Les Verts interpellent le gouvernement wallon

Face au « plan de redéploiement » annoncé ce mardi par la direction des Éditions de l'Avenir, Écolo « appelle le gouvernement wallon à ouvrir une autre perspective et à construire une vision du futur concertée avec les équipes du journal. Un journal n'appartient pas seulement à ses propriétaires mais surtout à ses lecteurs, à ses rédacteurs, à la démocratie », a réagi Stéphane Hazée, le chef de file des écologistes au Parlement

de Wallonie.

« Un média a besoin de personnel pour pouvoir offrir en toute indépendance une information de qualité. La stratégie du pourrissement entretenue par les gestionnaires de Nethys ainsi que la décision d'opter pour un format rejeté par les lecteurs illustrent l'incapacité des "propriétaires" d'offrir une véritable perspective au journal », a renchéri Patrick Dupriez, le coprésident d'Écolo. Et les Verts de rappeler le consensus politique exprimé il y a moins d'un an au Parlement

wallon concernant la nécessité de sauvegarder à la fois la liberté de la presse et le pluralisme de la presse écrite en Fédération Wallonie-Bruxelles. En décembre 2017, les quatre groupes politiques (PS, MR, cdH et Écolo) du Parlement régional avaient en effet plaidé pour que les Éditions de l'Avenir soient sorties de Nethys, par l'intermédiaire d'un portage temporaire de la Région. À l'époque, le ministre wallon de l'Économie, Pierre-Yves Jeholet n'avait pas fermé la porte à cette piste, tout en se montrant prudent.

INTERVIEW

« Ils ont choisi la pire des stratégies »**LE REGUL**

● La RÉDACTION

Pour David Domingo, de la chaire de journalisme de l'ULB, l'annonce du plan de restructuration qui touche *L'Avenir* n'est « pas une surprise ». Plutôt la énième illustration de la crise économique abordée, dans la presse, sous le prisme de la réduction du personnel.

Une réponse inappropriée, vouée à l'échec, selon ce spécialiste.

David Domingo, Rossel, RTL, et maintenant « L'Avenir » : sacrifier l'emploi est-ce une fatalité médiatique ?

Depuis la réduction des rentrées publicitaires, beaucoup d'entreprises médiatiques, en Belgique comme à l'étranger, ont choisi cette option qui est la plus évidente pour le management. Mais finalement, cela n'a jamais donné de grands résultats à moyen terme. Vider des travailleurs, c'est se vider de sa capacité de produire un contenu rédactionnel pertinent. C'est se priver

de sa principale ressource, en fait. Cela a tendance à aggraver la situation.

Ce n'est donc pas la bonne stratégie ?

C'est la pire des stratégies. Depuis les années 80, le management a évolué. On conçoit un produit pour qu'il soit vendu, au lieu de concevoir un produit qui contribue à la vie de la société. Ça s'est renforcé avec ces grandes entreprises gérées par des managers qui sont très éloignés des priorités et des valeurs des journalistes. Ils prennent des décisions qui peuvent paraître pertinentes au niveau des chiffres, mais qui sont terribles en regard des enjeux démocratiques.

La démocratie est en danger ?

C'est un des risques. Réduire les travailleurs, c'est réduire le nombre de pages. Moins de journalistes, ça veut dire moins de voix et de micros qui vont se tendre. Cela menace le pluralisme d'une société. En Belgique francophone, les journaux d'opinion avaient déjà presque disparu. On évolue avec

trois, quatre grands titres et dans ce contexte, les plateformes journalistiques sont aux mains de très peu d'entreprises, qui ont du mal à continuer à se développer.

On va encore voir cette pluralité se restreindre.

Quelles sont les solutions pour qu'un travail de journalisme de qualité puisse se poursuivre ?

Aujourd'hui, la presse n'est plus rentable. Faire de l'argent avec du journalisme est devenu presque impossible. Le secteur des télécommunications a pris toute la place sur internet et concurrencer Facebook ou Google, c'est une bataille presque perdue d'avance.

Et donc, on fait quoi ?

Des stratégies sans but lucratif pourraient être beaucoup plus saines et pertinentes. Le lectorat, c'est quelque chose que beaucoup de journaux ont du mal à gérer.

On pense toujours en termes d'audience, mais c'est le marché publicitaire qui nous a habitués à ne réfléchir que par rapport aux chiffres. Ce regard a éloigné

les médias de leur public, travaille.

qui n'est plus vu que comme d'éventuels clients.

Comment retrouver ce public ?

La seule façon de récupérer cette confiance, c'est de penser au public comme quelqu'un au service duquel on

C'est une valeur bien au-delà de la valeur économique, où les médias deviennent une communauté. Et c'est encore plus valable pour les médias locaux. Je ne connaissais les efforts de

L'Avenir pour notamment explorer internet de manière différente.

Il y avait là des choses intéressantes. La décision de la direction me semble précipitée, au lieu d'attendre des résultats. ■

EN CHIFFRES

« L'Avenir », n° 2 de la presse francophone

● La RÉDACTION

Le mois dernier, le CIM publiait ses chiffres annuels d'audience. Cette analyse d'audience de la presse écrite belge avait été effectuée entre juin 2017 et mai 2018 auprès de 10 000 personnes.

Cette analyse des quotidiens (autant sur le support papier que digital) confirmait deux informations. D'abord, la dégradation générale et continue des chiffres de tous les quotidiens, à l'exception de *L'Écho*. Avec une audience totale de 1 685 170 lecteurs, la presse francophone perdait 6,9 % en moyenne.

L'Avenir accusait un retrait de 8,3 % mais prenait la seconde

place de ce classement dominé par Sudpresse (616 530 lecteurs et -6,1 %). *L'Avenir* (494 500 lecteurs) devance *Le Soir* (489 250 lecteurs et -12,1 %).

Au niveau des parts de marché, les titres du groupe L'Avenir progressaient légèrement avec 20,64 %. Seulement un titre Sudpresse fait mieux avec 25,73 %.

Par Liège pour devenir n°1

Hier, lors de sa communication au personnel, Jos Donvil, administrateur délégué des Éditions de L'Avenir a rappelé que la restructuration sociale qui allait frapper notre groupe de presse n'empêchait pas la volonté de devenir le numéro un de la presse quotidienne francophone dans

les cinq ans. Cet objectif devrait être atteint en ouvrant de nouvelles perspectives d'audience. Notamment du côté de Liège et de sa périphérie. La Cité ardente, où se situe le siège du groupe Nethys propriétaire de *L'Avenir*, est effectivement une zone qui n'est pas couverte par nos éditions papier mais bien par le site internet. À terme, des moyens vont être investis dans la seconde ville de Wallonie. Tant au niveau du web que dans un développement papier qui, a priori, ne serait pas dans une formule quotidienne.

Pour rappel, *L'Avenir* avait, en 2005, tenté l'aventure en terre liégeoise en lançant une édition propre sur le grand Liège. L'expérience s'était soldée par un échec. ■

Audience des quotidiens francophones

| Audience papier, digital et web | 2017-2018 | ÉVOLUTION |
|---------------------------------|----------------|--------------|
| Sudpresse | 616 530 | -6,1% |
| L'Avenir | 494 500 | -8,3% |
| Le Soir | 489 250 | -12,1% |
| La Dernière Heure-Les Sports | 478 840 | -10,5% |
| La Libre Belgique | 232 610 | -22,9% |
| L'Echo | 84 460 | 17,3% |
| TOTAL | 1 685 170 | -6,9% |

ASSOCIATION DES JOURNALISTES PROFESSIONNELS

«Une erreur historique de l'actionnaire»

L'ANALYSE

Pour Martine Simonis, secrétaire générale de l'AJP, l'info de qualité

est la seule voie possible. Et pour ça, il faut des moyens.

● **La RÉDACTION**

Martine Simonis, cette restructuration à « L'Avenir », c'est un nouveau coup dur pour la presse francophone...

Le personnel de *L'Avenir* a attendu longtemps que l'actionnaire prenne une décision qu'on pensait être un redéploiement stratégique. Ici, des décisions ont été prises mais ce sont les plus calamiteuses et pour l'entreprise et pour le personnel : suppression d'un emploi sur quatre, le choix d'un format de journal qui est tout sauf ce que veulent les lecteurs et un pas supplémentaire pour se rapprocher de Rossel, ce qui est un risque pour le pluralisme.

Pas de doute là-dessus ? La direction jure que « L'Avenir » n'est pas à vendre...

Au-delà de la synergie commerciale avec Rossel, elle a trois possibilités pour l'imprimerie : Rossel, Europrinter et IPM, dont personne ne parle jamais. Cette possibilité n'a pas été examinée. Le choix de Rossel et du format nous fait dire qu'il ne faudra plus que les rédactions à mettre en synergie pour faire un seul groupe de presse. Si c'est ça l'agenda, ce serait bien

qu'on avance en transparence. Mais ça, Nethys ne nous en a pas donné l'habitude. Alors oui, les risques pour le pluralisme et l'emploi sont démesurés.

L'ampleur du plan est énorme...

C'est complètement démesuré. Se redéployer avec trois-quarts des effectifs, c'est tout à fait impossible.

Il y a un risque d'appauvrissement de la qualité du journal ?

Bien sûr ! Les journaux qui s'en sortent sont ceux qui ont décidé de miser sur la qualité. Il n'y a pas de secrets : pour ça il faut des moyens. Sans ça, avec la concurrence très forte, on n'y arrivera pas. Les publics se sont habitués à la gratuité. Mais ça n'a jamais rémunéré ni un actionnaire ni un travailleur. Il faut donc un modèle basé sur une info de qualité que le public sera prêt à payer. En diminuant l'emploi, l'actionnaire fait une erreur historique. C'est exactement le contraire qu'il faut faire.

La direction pointe aussi un retard du titre dans le domaine numérique. Est-ce justifié ?

Dire ça aujourd'hui au personnel, c'est adresser un énorme reproche à l'actionnaire. Ils disent : « Nous sommes en retard. » Mais qui est en retard ? Pas les journalistes qui se sont formés ; pas les journalistes qui se sont développés dans le numérique avec les petits moyens qu'on leur a laissés pour le faire ; pas les journalistes qui ont essayé d'inventer un projet rédactionnel alors qu'on ne leur donnait pas de moyens supplémentaires. Le reproche

est vraiment à adresser à l'actionnaire et au management qui n'a sans doute pas eu les moyens de faire ce qu'il voulait faire non plus.

Lors du rachat par Nethys, le projet présenté était pourtant celui d'une intégration du contenu rédactionnel grâce aux moyens technologiques et numériques du groupe, notamment avec VOO...

Oui, ils ont en effet annoncé leur intention de travailler l'ensemble de leurs médias dans un plan ambitieux. Qu'il leur fallait du contenu, que *L'Avenir* est un journal de contenu de qualité et que grâce à cela ils allaient en avoir pour leurs tuyaux. Sauf qu'ils n'ont fait aucun plan d'investissement. En fait, ils n'ont rien fait.

Êtes-vous inquiète pour l'indépendance de la rédaction qui risque d'être affaiblie et qui, depuis plusieurs mois, fonctionne sans rédacteur en chef. Et de plus avec un directeur des rédactions, au statut hybride, qui s'est clairement rangé du côté de l'actionnaire ?

Je pense qu'il serait tout à fait nécessaire qu'il y ait une clarification des rôles. Le directeur des rédactions n'est pas rédacteur en chef. Et il n'y a que des rédacteurs en chef adjoints qui font fonction, qui n'ont donc pas un rôle clair non plus. Ce qui me rassure c'est que je connais les équipes ici et leur force d'organisation. Je ne dirais peut-être pas ça partout, mais à *L'Avenir* il y a une capacité de résistance aux pressions qui est assez exceptionnelle. Néanmoins, il y a une fragilisation de la structure, donc il faudrait en effet une clarification de l'organigramme, un directeur des rédactions et un rédacteur en chef ayant la confiance des équipes. ■